



**RESIST**

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

## Rapport du projet RESIST

Effets des mobilisations « anti-genre » en Europe  
et stratégies de résistance : rapport sur le cas  
suisse



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG  
UNIVERSITÄT FREIBURG



Lucerne University of  
Applied Sciences and Arts

HOCHSCHULE  
LUZERN




Funded by  
the European Union

**RESIST**

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

**INFORMATIONS SUR LA PUBLICATION**

<b>TITRE</b>	Rapport du projet RESIST. Effets des mobilisations «anti-genre» en Europe et stratégies de résistance: rapport sur le cas suisse
<b>AUTEUR-E-S</b>	Ekaterina Filep, Gaé Colussi
<b>DATE</b>	2024
<b>EDITEUR</b>	RESIST Project
<b>DOI</b>	10.5281/zenodo.14334461
<b>COPYRIGHTS</b>	 Creative Commons Attribution Share Alike 4.0 International

<b>COMMENT CITER</b>	<i>Filep, Ekaterina et Colussi, Gaé. (2024). Rapport du projet RESIST. Effets et résistances face aux mobilisations «anti-genre» en Europe: rapport sur le cas suisse. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.14334461">https://doi.org/10.5281/zenodo.14334461</a></i>
----------------------	--

<b>TYPE</b>	Rapport
<b>AUTRES INFOS</b>	Livrable du projet D2.1 : Rapport sur les résistances quotidiennes face aux effets des mobilisations anti-genre. Module 2 - Effets de l'anti-genre : Expériences vécues et résistances quotidiennes
<b>REPertoire</b>	<a href="https://zenodo.org/communities/resistproject/">https://zenodo.org/communities/resistproject/</a>
<b>SITE INTERNET DU PROJET</b>	<a href="https://theresistproject.eu/">https://theresistproject.eu/</a>
<b>FINANCEMENT</b>	Financé par l'Union européenne dans le cadre du projet n°101060749. Programme UE Horizon Europe (institutions partenaires dans l'UE) ; UK Government Horizon Europe Guarantee Scheme du gouvernement britannique (partenaire britannique) ; Secrétariat d'État suisse à la formation, à la recherche et à l'innovation (partenaires suisses).
<b>MENTION LEGALE</b>	Les points de vue et opinions exprimés sont ceux des auteur-es et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou des autorités de financement britanniques et suisses. Ni l'Union européenne ni les autres organes financeurs ne peuvent en être tenus pour responsables.

# Table des matières

<b>Résumé</b>	4
<b>Introduction</b>	6
Contexte	6
<b>Résultats</b>	7
1. Les médias et la politique semblent être les principaux vecteurs des discours et mobilisations « anti-genre »	7
2. Les mobilisations « anti-genre » suscitent des craintes accrues de violence physique et des précautions redoublées.	9
3. La haine et le harcèlement ciblé en ligne ont été signalé·es comme prévalent·es en Suisse.	10
4. L'omniprésence de la rhétorique « anti-genre » : du discours public aux interactions personnelles	11
5. Compétence et professionnalisme contesté·es : défendre l'égalité et la diversité tout en naviguant dans un climat hostile	12
6. La politique « anti-genre » complique les alliances et entrave les discussions complexes	14
7. Les participant·es ont mis en lumière l'impact de la désinformation dans les médias	15
8. Le lourd tribut de la couverture médiatique négative sur les discours et thématiques des activistes	16
9. Les personnes transgenres et de la diversité de genre sont les plus vulnérables aux discours « anti-genre ».	17
10. Naviguer dans les hostilités : stratégies des militant·es pour l'égalité	19
<b>Conclusion</b>	20
<b>Profil des participant·es</b>	22
Tableau 1 : Profils des répondant·es en Suisse	22

# Étude de cas suisse

Ekaterina Filep (Université de Fribourg) et Gaé Colussi (Université de Lausanne)

## Résumé

La Suisse a récemment procédé à des changements législatifs dans le domaine de l'égalité des sexes, en grande partie en réponse aux mouvements sociaux qui plaident en faveur de ces réformes. Ainsi, l'extension de la norme pénale anti-discrimination à l'orientation sexuelle et la légalisation du mariage entre personnes de même sexe sont des exemples des progrès effectués. Ces deux lois ont fait l'objet d'une opposition par le biais de référendums, mais ont été soutenues en votation par une large majorité. D'autres sujets restent vivement débattus, tant au niveau parlementaire que dans les médias, et suscitent une forte opposition (par exemple l'introduction d'une troisième option de genre dans les documents officiels). Malgré un soutien important aux changements législatifs lors des votations populaires, la mobilisation « anti-genre » se manifeste fortement en Suisse ; ainsi le parti d'extrême-droite UDC a fait campagne contre ce qu'il appelle la « terreur du genre » et les médias de droite alimentent l'hostilité en associant « l'idéologie du genre » à des menaces pour la liberté, les valeurs morales et les mineur-es.<sup>1</sup> Des groupes d'extrême droite ont perturbé des événements tels que le Drag Story Time pour s'opposer à « l'idéologie du genre ».<sup>2</sup> Les rapports existants indiquent une augmentation des crimes de haine visant la communauté LGBTQ+, les personnes transgenres étant particulièrement vulnérables au harcèlement verbal, aux agressions physiques et aux attaques sur les médias sociaux.<sup>3</sup>

Les personnes qui ont participé à l'étude de cas sur la Suisse ont fait état de diverses manières dont les discours et politiques « anti-genre » affectent leur vie quotidienne, notamment en faisant état de craintes accrues de violence physique et de précautions redoublées lors d'événements publics. Les effets des mobilisations « anti-genre » ont également été discutés en termes de haine en ligne, largement documentée, les personnes interviewées recevant régulièrement des courriels haineux et des menaces. L'exposition constante à l'hostilité en ligne oblige de nombreuses personnes à interrompre leur présence personnelle et professionnelle sur les réseaux. Les participant-es craignent que la violence en ligne ne se traduise par des attaques physiques.

Les militant-es et les professionnel·les qui travaillent sur les questions de genre et d'égalité indiquent se sentir sous pression en raison de l'hostilité croissante, ce qui les conduit à s'autocensurer et à préparer soigneusement leurs apparitions en public. La couverture médiatique négative et la montée des théories « anti-woke » et conspirationnistes sapent les efforts de sensibilisation en attachant des connotations négatives à l'activisme en faveur des droits humains, ce qui contribue à la détresse émotionnelle et à l'épuisement des

---

<sup>1</sup> Washington, O. (2023) Warum hat die SVP ein Problem mit der Gender-Thematik ?, srf, disponible à l'adresse : <https://www.srf.ch/audio/samstagsrundschau/warum-hat-die-svp-ein-problem-mit-der-gender-thematik?id=12393943> (consulté le 11 juillet 2024).

Voir également les résultats du projet RESIST sur les politiques "anti-genre" en Europe : le projet RESIST (2024) Ergebnisse der Schweizer Fallstudie. Disponible à l'adresse: <https://theresistproject.eu/what-we-have-found/> (consulté le 3 juillet 2024).

<sup>2</sup> Glaus, D. (2022) "Friedlicher Aktivismus" als blanker Hohn srf, disponible à l'adresse: <https://www.srf.ch/news/schweiz/aktionen-der-jungen-tat-friedlicher-aktivismus-als-blanker-hohn> (consulté le 11 juillet 2024).

<sup>3</sup> Rapport annuel sur les crimes de haine (2023) Pink Cross, LOS, TGNS, disponible à l'adresse : [https://www.pinkcross.ch/unser-einsatz/politik/hate-crime/hatecrime\\_bericht\\_2023\\_fr.pdf](https://www.pinkcross.ch/unser-einsatz/politik/hate-crime/hatecrime_bericht_2023_fr.pdf), (consulté le 3 juillet 2024).

militant·es pour l'égalité. Les stratégies de résistance efficaces contre la rhétorique « anti-genre » consistent à favoriser les alliances politiques, à renforcer la solidarité et les amitiés, à sensibiliser le public par l'éducation et le dialogue, à rechercher des environnements bienveillants et à donner la priorité au soin de soi et à la fréquentation d'espaces sûrs pour préserver sa santé mentale et garantir la résilience et la durabilité des engagements.

**Mots clés:** Hostilité ; harcèlement en ligne ; peur ; solidarité ; soutien, Suisse.

## Introduction

Ce rapport d'étude de cas explore les effets des discours et mobilisations « anti-genre » en Suisse et examine comment les individus naviguent, affrontent et résistent aux agressions contre leur identité, leur vie, leur action politique et leur travail dans les sphères de la sexualité et du genre. 31 personnes en Suisse ont pris part à quatre groupes de discussion – avec 21 participant·es au total (3-7 par groupe) – et à 12 entretiens individuels avec des personnes, dont deux ont participé à un groupe de discussion avant de prendre part à un entretien. Les participant·es ont été recruté·es par le biais d'e-mails ciblés ; voir le [Tableau 1: Profils des répondant·es en Suisse](#) pour plus de détails.

Le rapport commence par une vue d'ensemble du contexte national et présente ensuite les principaux résultats des groupes de discussion et des entretiens. L'étude inclut des personnes ayant des identités de genre, des orientations sexuelles et des origines raciales et ethniques diverses. Les participant·es sont actif·ves dans divers domaines en lien avec les questions de genre, dans des organisations de la société civile, dans le monde universitaire ou dans les organismes publics de promotion de l'égalité, autour de la santé et l'éducation sexuelles, en politique, dans la défense des travailleuses et travailleurs du sexe, l'activisme trans, le conseil queer/LGBTIQ+, la lutte contre le racisme, le drag ou l'activisme en ligne. Leurs riches réflexions éclairent un large éventail d'expériences des mobilisations « anti-genre » en Suisse.

## Contexte

Le système de démocratie semi-directe de la Suisse mélange la démocratie représentative et la démocratie directe, accordant un pouvoir important aux citoyen·nes. Ce système repose sur deux mécanismes principaux: l'initiative populaire et le référendum facultatif. L'initiative populaire permet aux citoyen·nes de proposer des changements constitutionnels. Si une proposition recueille 100 000 signatures dans un délai de 18 mois, elle est soumise à un vote national. Ce mécanisme permet aux citoyen·nes d'influencer directement l'agenda législatif, en contournant les procédures parlementaires lorsque le soutien public est suffisant.<sup>4</sup>

Le référendum facultatif permet aux citoyen·nes de contester les lois adoptées par l'Assemblée fédérale. Si 50 000 signatures sont recueillies dans les 100 jours suivant la publication de la loi, un vote national est organisé pour accepter ou rejeter la loi. Ce système permet de contrôler les décisions parlementaires, en garantissant que les questions litigieuses peuvent être tranchées par l'électorat plutôt que par les seul·es représentant·es élu·es, ce qui exerce une pression sur les politicien·nes élu·es pour qu'ils parviennent à un résultat "socialement acceptable" susceptible de trouver une majorité dans le public, avec des conséquences ambiguës en matière d'amélioration des droits humains.

Ce système a ainsi eu un impact significatif sur les progrès de l'égalité entre les sexes en Suisse. Le suffrage féminin en est un exemple notable : les femmes n'ont obtenu le droit de vote au niveau fédéral qu'en 1971, en raison de l'exigence d'un référendum national, auquel l'électorat masculin s'est opposé à plusieurs reprises jusque dans les années 1970.<sup>5</sup> Certains cantons ont pris plus de retard, Appenzell Rhodes-Intérieures n'accordant le droit de vote aux femmes qu'en 1991, à la suite d'une décision du Tribunal fédéral.

De nombreuses questions liées au genre en Suisse ont ainsi été tranchées par des référendums populaires, le plus récent étant l'ouverture du mariage aux couples de même sexe (acceptée en 2021) et l'extension des lois sur les discours haineux à l'orientation sexuelle. Bien que ces deux sujets aient été soutenus par plus de

---

<sup>4</sup> Linder, W. et Mueller, S. (2021) *Swiss Democracy: Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies*. Cham: Springer International Publishing, p.p. 127-151. Available at: <https://doi.org/10.1007/978-3-030-63266-3>.

<sup>5</sup> Linder, W. et Mueller, S. (2021), p. 99.

60 % des électeurs et électrices, il subsiste une opposition significative aux questions relatives à l'égalité de genre en Suisse.

Des recherches antérieures menées dans le cadre du projet RESIST indiquent que l'opposition à l'égalité des sexes et des sexualités dans les discours parlementaires suisses se manifeste souvent non pas par une opposition ouverte, mais par des arguments technocratiques ou légalistes<sup>6</sup>. Les recherches de RESIST ont également montré que les médias conservateurs alimentent l'hostilité aux questions de diversité et d'inclusion en présentant « l'idéologie du genre » comme une menace pour la liberté d'expression et en associant le militantisme trans et LGBTIQ+ au « wokisme » et à la « cancel culture ». Les récits courants incluent la protection des mineur-es contre la « sexualisation précoce » et les dangers perçus des soins d'affirmation de genre.

Des rapports d'organisations de la société civile, comme le Transgender Network Switzerland, ont relevé des niveaux élevés de contenu transphobe dans les médias suisses.<sup>7</sup> Le rapport annuel sur les crimes de haine publié par les associations LGBTIQ+ s'alarme d'une augmentation notable des crimes de haine visant la communauté LGBTIQ+ au cours des dernières années, avec des incidents de violence et de discrimination signalés dans diverses régions. Notamment, ces crimes comprennent souvent du harcèlement verbal, des agressions physiques et des attaques sur les médias sociaux, principalement dirigés contre les personnes transgenres et celles perçues comme ne se conformant pas aux rôles de genre traditionnels.<sup>8</sup> Par ailleurs, des organisations impliquées dans des projets d'égalité de genre, telles que Santé Sexuelle Suisse, font état de confrontations régulières avec des mouvements « anti-genre » et anti-avortement, ce qui indique que les droits sexuels et reproductifs sont également affectés par les mobilisations « anti-genre » en Suisse.<sup>9</sup>

## Résultats

### 1. Les médias et la politique semblent être les principaux vecteurs des discours et mobilisations « anti-genre »

*Bien que le terme « anti-genre » ne soit pas largement reconnu en Suisse, les participant-es identifient ses effets sous la forme de diverses hostilités. Iels ont constaté une résistance croissante aux mouvements progressistes tels que l'antiracisme, le féminisme et les luttes pour les droits des personnes homosexuelles et transgenres. Les médias et la politique sont apparus comme les principales arènes de ces mobilisations, la désinformation alimentant la peur et l'hostilité. Les participant-es ont également souligné que les hostilités actuelles se déplacent de l'extrême droite vers le centre politique et sont souvent présentées comme une inquiétude concernant les plus jeunes.*

Même si le terme « anti-genre » n'est pas largement utilisé en Suisse, les participant-es à l'étude ont reconnu ses implications sur la base de leur confrontation à diverses hostilités. Sans utiliser le terme « anti-genre », les participant-es observent une résistance croissante aux mouvements progressistes tels que l'antiracisme, le

---

<sup>6</sup> Projet RESIST (2024) Ergebnisse der Schweizer Fallstudie, disponible à l'adresse : <https://theresistproject.eu/what-we-have-found/>

<sup>7</sup> Kraus, J (2021) Keine Ruhe Geben, disponible à l'adresse: <https://www.equality.ch/f/Membres.htm> (consulté le 16 juin 2024).

<sup>8</sup> Rapport annuel sur les crimes de haine (2023) Pink Cross, LOS, TGNS, disponible à l'adresse : [https://www.pinkcross.ch/unser-einsatz/politik/hate-crime/hatecrime\\_bericht\\_2023\\_fr.pdf](https://www.pinkcross.ch/unser-einsatz/politik/hate-crime/hatecrime_bericht_2023_fr.pdf), (consulté le 3 juillet 2024).

<sup>9</sup> Rohner, S., Weiss, C. (2023) *Sexual Health and Rights under pressure: resistance and challenge*, MMS Bulletin #167s, disponible sur : <https://www.medicusmundi.ch/de/austausch-und-vernetzung/veranstaltungen/mms-fachtagung/sexual-health-and-rights-under-pressure-res/>, (consulté le 20 juin 2024).

féminisme et les droits queer et trans, reflétant une opposition plus large à l'égalité des droits, souvent exprimée par le concept de « backlash ».

Les thèmes clés que la plupart des participant-es ont associés à la mobilisation « anti-genre » en Suisse comprenaient l'opposition au langage inclusif et à l'éducation sexuelle, ainsi que les paniques morales autour des questions trans et du travail du sexe. Le féminisme trans-exclusif a été présenté comme une forme importante d'hostilité « anti-genre ». Toutefois, il a été noté que les cibles de ces hostilités ne sont pas fixes, mais changeantes.

Les médias et la politique sont considérés par la plupart des participants comme les principales arènes de ces mobilisations. Les cercles religieux, en particulier les évangélistes, sont également cités pour leur opposition à l'égalité des sexes et leurs tentatives de conversion en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

La désinformation apparaît comme un facteur essentiel de l'hostilité. Les médias et les récits politiques faisant du sensationnel sur des sujets tels que l'éducation sexuelle ou les questions relatives aux personnes trans ont été considérés comme des facteurs clés de l'hostilité et de la peur, même chez des personnes auparavant non informées ou neutres. La plupart des participant-es ont exprimé leur frustration et leur inquiétude face à la diffusion de fausses informations et à la confusion qui en résulte dans l'opinion publique. Comme l'exprime Alex : « Je remarque toujours, lorsque je n'ai pas parlé à ma mère des [questions LGBTIQ+/trans] pendant six mois, à quel point les discours des journaux sont arrivés ».

Certains participant-es, comme Momo Regen, notent que les hostilités à l'égard de l'égalité et de la diversité ont des racines historiques profondes et sont motivées par des dissensions sociétales et culturelles, tandis que d'autres constatent une augmentation de l'opposition organisée à l'égalité et à la diversité au cours des dernières années.

Les participant-es de Suisse alémanique soulignent une plus longue histoire de résistance organisée à l'égalité entre les femmes et les hommes dans ces régions, évoquant des attaques contre les études genre dès 2010, qui s'intensifient en 2015-16. Cette situation contraste avec celle des régions francophones, où ces débats semblent moins importants. Une personne interrogée rappelle que l'opposition aux études genre est un exemple de politique « anti-genre » remontant à 2010, marquée par une critique mutuelle entre la discipline et les politiques populistes de droite : les universitaires des études genre critiquaient les politiques conservatrices, qui à leur tour dépeignaient les études genre comme une discipline non scientifique et ses universitaires comme des élites déconnectées (SWIINT06). Alex souligne que ces débats sont nés en Allemagne et se sont étendus à la Suisse, se manifestant par des discours sur « les élites qui veulent démanteler le genre depuis le sommet » et « les universitaires dans leur tour d'ivoire qui ont perdu le contact avec la réalité ».

D'autres participant-es ont identifié la grève féministe de 2019 comme un tournant, suggérant que la visibilité accrue des questions féministes et queer a déclenché une réaction brutale. La pandémie de COVID-19 et les théories du complot qui y sont liées ont encore alimenté les récits « anti-genre ».

Plusieurs participant-es font également remarquer que si la campagne de 2021 sur le mariage entre personnes de même sexe a suscité des discours hostiles, l'hostilité actuelle s'exprime sans débats approfondis et s'est déplacée de l'extrême droite vers le centre politique, devenant plus acceptable socialement et étant souvent présentée sous le couvert d'une inquiétude pour les jeunes. La récente campagne de l'UDC a mis en lumière l'importance politique de ces mouvements, comme l'ont souligné de nombreux-ses participant-es.

## 2. Les mobilisations « anti-genre » suscitent des craintes accrues de violence physique et des précautions redoublées.

*D'une manière générale, la plupart des participant·es estiment que l'hostilité s'est accrue au cours des dernières années, se manifestant par des craintes et des anticipations de violence physique.*

Les attaques violentes de groupes d'extrême droite lors d'événements féministes ou queer, ainsi que la rhétorique hostile des mouvements masculinistes/incels sur les médias sociaux, contribueraient à l'hostilité générale envers les questions d'égalité et conduiraient à une peur et à une pression accrues parmi les personnes ciblées par les mouvements "anti-genres". Comme l'a dit Mo :

Lors d'événements où avant je n'avais jamais peur en Suisse - les événements queer - qu'il puisse se passer quelque chose, j'y vais maintenant avec un sentiment de malaise, par exemple au Drag Story Time. Il y a quelques années, je n'avais jamais eu l'impression qu'il risquait de se passer quelque chose lorsque je me rendais à un événement queer.

Les discussions ont mis en évidence une augmentation des commentaires haineux et des menaces à la sécurité lors d'événements tels que les marches des fiertés, ce qui a conduit à une présence policière accrue et à des protocoles d'urgence. La peur croissante a entraîné une perte de "confiance naïve" parmi les membres de la communauté, comme l'illustrent les expériences de malaise des participant·es et leur anticipation de potentielles violences.

Une autre participante a raconté comment, après avoir condamné publiquement une récente agression verbale homophobe contre une journaliste lesbienne<sup>10</sup>, elle et les membres de son organisation réagissaient avec crainte chaque fois que l'on sonnait à la porte de leur bureau. Le grand nombre de courriels haineux reçus leur a fait craindre que les agressions ne se matérialisent dans la vie réelle. Comme le dit Alex : "si la haine numérique, ou juste un peu de la haine numérique, se transforme en violence physique, alors nous vivons très dangereusement".

Bien qu'elle ait fait part de ses préoccupations croissantes, cette participante a déclaré qu'en tant que femme lesbienne cis, elle se sentait moins visée que les personnes trans et non binaires. L'anticipation de la violence physique et verbale parmi les participants transgenres a été exprimée de manière particulièrement aiguë. Comme l'a dit SWIINT03 :

C'est comme si collectivement, on vit des choses ensemble. Mais personnellement, je ne le vis pas très mal. Mais ça me pèse de savoir qu'à tout moment, je peux le vivre.

D'autres participant·es transgenres ont confirmé ce sentiment accru de peur et d'anticipation de la violence. La politique « anti-genre » a un impact significatif sur les personnes transgenres et de genre non-conforme. Luna, un·e participant·e, a souligné que la mobilisation « anti-genre » est souvent perçue comme une rhétorique ou un discours, alors qu'elle est plus qu'un simple discours et devrait être considérée comme quelque chose qui a des effets tangibles sur la vie des personnes transgenres, ce qui entraîne notamment une prévalence plus élevée de pensées suicidaires et de tentatives de suicide chez les jeunes transgenres. Un·e autre participant·e a confirmé que la visibilité accrue des questions d'identité de genre a augmenté le risque de violence directe pour certains groupes (Urs Vanessa).

---

<sup>10</sup> Swissinfo (2023)

<https://www.swissinfo.ch/eng/society/far-right-essayist-jailed-in-switzerland-for-homophobic-remarks/48855206>, (consulté le 8 juin 2024).

En outre, les participant·es ont fait part de sentiments mitigés à l'égard de la police. Certain·es ont estimé que les violences policières à l'encontre des féministes et des "manifestations non autorisées" avaient augmenté, citant des exemples tels que la grève féministe du 8 mars 2020, où les manifestant·es ont été bloqué·es par la police sur un pont pendant plusieurs heures, sans eau ni accès aux toilettes (Alex). Inversement, lors de certains événements - comme une contre-manifestation contre l'extrémisme de droite qui a pris pour cible la lecture de contes pour enfants Drag Story Time à Zurich - la présence de la police a été considérée comme générant un sentiment de sécurité au vu des attaques potentielles des groupes d'extrême-droite.

### **3. La haine et le harcèlement ciblé en ligne ont été signalé·es comme prévalent·es en Suisse.**

*La plupart des participant·es ont déclaré avoir été victimes de haine et de harcèlement ciblé en ligne, ce qui souligne le rôle important joué par les groupes masculinistes dans la diffusion d'une rhétorique hostile, souvent à l'échelle transnationale. L'exposition constante à l'hostilité en ligne est mentalement épuisante, obligeant de nombreux·es participant·es à interrompre leur présence en ligne personnelle et professionnelle pour protéger leur bien-être.*

Les attaques directes contre les individus et les organisations sont monnaie courante, de nombreux·es participant·es signalant que des courriels haineux et d'autres menaces sont régulièrement envoyés sur leurs comptes personnels et professionnels. L'une des personnes a indiqué que son organisation avait créé un dossier "courrier haineux" dans sa boîte aux lettres pour gérer l'afflux de messages (SWIFG1.6), et l'exemple d'une personnalité universitaire allemande a même été cité pour avoir mis en place une boîte aux lettres spécifique sur son site web uniquement pour les courriels haineux, que les gens utilisaient.

Les participant·es ont observé que la plupart de ces attaques sont transphobes et misogynes, notant qu'une grande partie de la rhétorique hostile semble être "recyclée" à partir de la couverture médiatique et des médias sociaux aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres contextes.

Les participant·es ont partagé des expériences personnelles pour illustrer l'intensité de l'hostilité en ligne. Par exemple, Jade, une activiste utilisant Instagram pour dénoncer la violence, raconte avoir été ciblée et harcelée par des hommes d'extrême droite. Après avoir dénoncé un lieu culturel présentant des cas d'abus sexuels, Jade a reçu des messages d'hommes hétérosexuels blancs cisgenres affirmant qu'ils continueraient à fréquenter ce lieu. Certains de ces hommes suivaient les comptes féministes de Jade mais continuaient à envoyer des messages violents chaque fois qu'ils se sentaient menacés. Jade a également été victime de harcèlement après avoir ajouté ses pronoms elle/iel à la page de son compte.

Les participant·es ont notamment fait remarquer la montée du masculinisme sur les réseaux sociaux. Emmy, qui s'engage auprès de différents groupes d'âge, s'est dite choquée par les opinions régressives que les jeunes femmes entendent de la part de leurs pairs masculins, telles que "les femmes devraient rester dans la cuisine". Emmy pense qu'il faut s'engager davantage pour contrer ces opinions, bien que le manque de financement et de ressources constitue un obstacle important. Sam note également la montée du discours ultra-masculiniste sur les médias sociaux, le décrivant comme une "bulle" qui favorise la radicalisation au sein de certains cercles.

De même, Adèle parle de l'exposition constante à des contenus masculinistes sur les médias sociaux, soulignant comment les discours idéalisant le passé ou promouvant l'appartenance à un groupe sont couramment utilisés par les masculinistes. Comme elle le dit, il est presque inévitable d'être confronté·e à ce contenu, en particulier sur des plateformes comme TikTok. Alex raconte également qu'elle s'est récemment exprimée publiquement sur le langage inclusif en matière de genre - qu'elle définit comme un "thème très clivant" - et qu'elle a ensuite reçu des courriels et des messages directs sur son compte Instagram. Un autre

participant, SWIFG2.6, a indiqué que le fait d'être une personne gay et racisée l'amenait à recevoir des commentaires racistes et/ou homophobes sur les réseaux sociaux.

Les participant-es ont exprimé la crainte omniprésente que la violence en ligne ne se matérialise hors ligne, ajoutant à leur stress et à leur fatigue dus à l'exposition constante à des contenus hostiles. Cette crainte en a conduit certain-es à se retirer de leurs activités personnelles et professionnelles en ligne pour protéger leur santé mentale.

Outre les contenus menaçants, intimidants et discriminatoires, les participant-es ont également décrit des tactiques de trolling spécifiques conçues pour consommer l'énergie et le temps des activistes. Par exemple, SWIINT09 a parlé des trolls qui posent sans cesse des questions détaillées pour épuiser et frustrer les activistes. Ces trolls exploitent les valeurs de l'organisation, à savoir la volonté d'informer et d'éduquer, en demandant des réponses détaillées à maintes reprises afin de gaspiller intentionnellement les ressources. Si certain-es participant-es évitent d'interagir avec ces trolls, d'autres, en particulier dans les institutions publiques, se sentent obligé-es de répondre, ce qui leur fait perdre un temps précieux.

D'une manière générale, les participant-es expriment une relation ambiguë avec les médias sociaux : d'un côté, ceux-ci offrent une plateforme aux voix marginalisées pour obtenir du soutien et s'exprimer. Par exemple, Luna mentionne qu'en Suisse, des personnalités comme Anna Rosenwasser<sup>11</sup> ne seraient pas aussi connues sans Instagram. En même temps, elle déclare que la nature impersonnelle des interactions en ligne facilite la haine et la discrimination, ce qu'elle a largement vécu en tant que femme transgenre. Cependant, elle reconnaît avoir subi des attaques violentes dans la rue.

#### **4. L'omniprésence de la rhétorique « anti-genre » : du discours public aux interactions personnelles**

*La rhétorique « anti-genre » diffusée par les médias - y compris les plateformes en ligne - et le discours politique imprègnent la vie de tous les jours, et les participant-es ont déclaré avoir rencontré de l'hostilité dans des contextes divers et souvent inattendus.*

Les participant-es s'accordent à dire que la rhétorique « anti-genre » dépasse largement le seul cadre des discours médiatiques et politiques. Comme l'a fait remarquer Sacha, "l'extrême droite est tout simplement plus bruyante". Les participants ont souligné qu'à partir de ces sources dominantes « d'anti-genre », les discours hostiles « dégoulinent » dans la vie quotidienne, entraînant des confrontations et des agressions inattendues, souvent dans des cercles familiaux, professionnels ou amicaux "proches".

Par exemple, Granaina a raconté un déjeuner décontracté avec un ami de longue date qui a dégénéré en échange contentieux, son point de vue en tant que défenseur individuel et professionnel de l'inclusivité étant agressivement remis en question. De même, les réunions de famille sont apparues comme des champs de bataille anticipés pour des discussions hostiles. Alex a décrit la difficulté de contrer les récits hostiles au sein de sa famille :

Ma mère adopte désormais une attitude très conservatrice à l'égard des personnes transgenres ou se contente de répéter ce qu'elle entend dans les médias, qui sont principalement anti-trans. Elle n'a ni l'éducation ni la sensibilité nécessaires pour reconnaître qu'il s'agit d'un reportage ouvertement hostile aux personnes trans. Il est difficile pour moi de la contrer, même si cela fait partie de mon travail professionnel.

---

<sup>11</sup> Anna Rosenwasser est une militante féministe queer bien connue grâce à son activité sur les médias sociaux, qui a été élue au Parlement lors des élections fédérales de 2023 pour le Parti socialiste.

Dans un autre exemple, S.N., impliqué dans la scène ballroom, a également noté que les discours « anti-genre » proviennent principalement de la politique et des médias, qu'il qualifie de "sphères bourgeoises". Selon lui, les personnes qui participent à la scène ballroom sont souvent éloignées de ces cercles et rencontrent pourtant des hostilités anti-queer, anti-trans et antiféministes par le biais de leur famille, des institutions religieuses et d'autres interactions au sein de la communauté. À un autre niveau, le même participant - qui a une formation en sciences naturelles - a également noté la présence d'un discours « anti-genre » dans les sciences naturelles, en particulier la biologie, et le fait d'être régulièrement confronté, parmi ses anciens collègues d'étude et de travail, à des discours « anti-genre » réaffirmant la binarité du genre au nom de la "science naturelle".

De nombreux-ses participant-es soulignent qu'il arrive que des personnes ayant des opinions politiques de gauche, y compris des féministes déclarées, perpétuent également une rhétorique « anti-genre », en particulier par le biais de discours qui victimisent les travailleur-ses du sexe et les personnes transgenres ou leur dénie toute capacité d'action (Granaina). Certain-es participant-es ont qualifié ces personnes de "féministes réactionnaires", soulignant leur promotion du discours anti-travail du sexe et des récits de victimisation à l'égard des travailleur-ses du sexe et des personnes transgenres.

Des cas d'attaques intracommunautaires ont également été signalés. Les participant-es impliqué-es dans l'activisme autour du travail du sexe ont partagé le fait que même certaines personnes qui se trouvent dans des environnements précaires, et qui sont elles-mêmes affectées par les politiques « anti-genre », peuvent propager des messages hostiles provenant d'acteurs « anti-genre » dominants. SWIINT03 a raconté avoir vu une travailleuse du sexe transgenre se faire harceler par ses collègues cis, et a exprimé sa tristesse de voir l'hostilité « anti-genre » se reproduire au sein de groupes sociaux marginalisés. En tant que militante, elle a souligné la complexité et la difficulté de combattre les politiques « anti-genre » dans de tels environnements.

## **5. Compétence et professionnalisme contesté-es : défendre l'égalité et la diversité tout en naviguant dans un climat hostile**

*L'hostilité croissante à l'égard des questions d'égalité et de diversité a créé des défis importants pour les activistes, les chercheur-ses en études genre, les fonctionnaires et les autres personnes impliquées dans ces domaines. Les participant-es font part de leur fatigue, de la surveillance accrue de leur image publique, de la nécessité d'utiliser un langage plus simple et de la lutte contre l'image négative attachée à leur travail (rémunéré ou non).*

De nombreux-ses participant-es ont indiqué préparer méticuleusement leurs propos pour les événements publics, anticipant les attaques potentielles et étant parfaitement conscient-es de la surveillance constante à laquelle ils sont soumis-es. Cet environnement a favorisé une hyper-vigilance et une « pression latente » parmi les activistes. Comme l'a exprimé SWIINT09, la crainte d'attaques potentielles plane même en l'absence d'incidents directs :

Et c'est tellement difficile que ça exerce toujours une pression latente - et c'est là que je veux en venir - sur les conséquences. Cela veut dire qu'ici, nous n'avons pas encore connu d'attaques sur notre travail [...] Mais nous ne savons pas quand cela arrivera.

L'hostilité généralisée en ligne a provoqué une détresse émotionnelle importante chez les participant-es. L'une d'entre elles, une femme transgenre qui milite pour les droits des personnes transgenres, s'est interrogée sur sa capacité à poursuivre son travail et s'est demandé si un autre emploi ne pourrait pas atténuer le stress causé par l'exposition constante à la haine en ligne. SWIINT03 a réfléchi : « Est-ce que le fait d'avoir un travail lambda, normal, ne pas être dans le milieu, est ce que ça m'aiderait davantage ? Parce que du coup, moi ce qui est réseaux sociaux j'évite d'être là-dedans. »

La couverture médiatique négative a également un impact sur les efforts de plaider, avec la crainte de ne pas être entendu et la montée des théories « anti-woke » et conspirationnistes qui attaquent la crédibilité de la communauté LGBTQ+. Comme le note une participante, SWIINT03, impliquée dans l'organisation de formations sur le genre, il y a eu une période d'intérêt accru des professionnel·les pour les formations sur l'égalité et la diversité, suivie d'une période où l'influence des thèmes « anti-woke » s'est accentuée :

Après quelque temps c'était tout l'inverse, il y avait beaucoup de fonctionnement, en tout cas de corps métiers qui venaient vers nous, qui avaient envie de se former, de mieux comprendre, de mieux faire. Et maintenant, il y a un peu ce renversement. Parce que les gens se disent que c'est des trucs de woke, ça va trop loin, ils veulent prendre la place de tout le monde. Alors que pas du tout tu vois !

Les participant·es ont expliqué que « l'activisme » peut être perçu de manière négative et qu'ils doivent contrer les images négatives préexistantes de leur travail, considéré comme « trop radical », « trop militant », « non professionnel », et qu'ils sont obligé·es de « justifier » ce qu'ils font. Abdurahman, par exemple, explique que dans son association, il est stratégique d'indiquer clairement le titre du poste ou le niveau d'études des personnes impliquées pour prouver sa légitimité et « effacer cette perception qu'ils ont du mouvement LGBTQ+ ». Dans le même ordre d'idées, Manu a expliqué que lors des sessions de formation, l'accent est mis sur le fait qu'il n'y a pas de mal à commettre des erreurs, par exemple en se trompant involontairement de genre, afin de contrecarrer le discours selon lequel « on ne peut plus rien dire ».

D'autres stratégies utilisées par les militant·es en réponse au discours hostile consistent à simplifier leur langage et à contrôler leur image publique. Par exemple, certain·es participant·es impliqués dans des projets éducatifs ont choisi d'apparaître « moins militant·es » pour éviter les réactions négatives. Sacha a décrit son organisation comme étant « politiquement engagée » mais pas « militante » afin d'éviter les réactions négatives et d'éventuelles coupes financières. Dans le même ordre d'idées, Adèle a ajouté :

Mais ça, je trouve que toute la dimension entre le fantasme et la réalité. Il y a énormément de fantasmes en fait, sur ce qui est en train de se passer, et moi j'ai régulièrement, si ce n'est tout le temps, là, dans les conférences ou les formations que je donne auprès des professionnels, plein de gens qui me disent « mais en fait c'est pas du tout militant, c'est très mesuré ce que vous apportez ». Mais oui mais ça c'est la réalité en fait. Vous, ce que vous voyez, c'est médiatiquement ce qui fait cliquer, parce que c'est beaucoup plus médiatique de dire « on fait transitionner les jeunes », mais après quand j'explique aux gens que, en fait, en moyenne, ils faut à peu près 22 mois avant d'avoir un traitement endocrinologue parce que c'est la moyenne en Suisse romande, ils disent « ah mais en fait ça va ».

Une autre participante (SWIINT06), spécialiste des études de genre, évite les termes susceptibles de déclencher de vives réactions (par exemple « patriarcat »), car elle sait que ces termes sont susceptibles d'être repris et peuvent conduire à de fortes réactions négatives. Contrairement à d'autres sciences, elle considère que les études de genre « peuvent toujours être attaquées », parce que les gens ne comprennent pas de quoi il s'agit, ou parce qu'ils pensent qu'ils savent déjà tout, et parce que tout discours critique à l'égard des structures de pouvoir peut être disqualifié comme étant « idéologique ». Elle craint également que ses recherches puissent être qualifiées « d'idéologiques », en particulier si elles étaient liées à son engagement politique, et évite donc activement de publier du contenu lié à ses recherches sur ses canaux politiques, afin d'éviter que son engagement politique ne soit utilisé à mauvais escient pour saper son travail universitaire.

Lorena a également raconté une controverse récente qui a fait craindre des répercussions potentielles sur le financement d'une association. Une jam session réservée aux femmes a été organisée par une association de jazz, qui a fait l'objet d'attaques de l'extrême droite et d'un examen minutieux de la part des médias, ce qui a entraîné des tentatives politiques de « rediscuter » le financement de l'association. Elle s'est sentie contrariée

par le fait que le discours était centré sur les sentiments d'exclusion des hommes plutôt que sur l'impact positif de l'événement sur les participantes, et que la peur de perdre le financement dominait la discussion.

Les universitaires ont également expliqué peser soigneusement leurs mots lors de leurs apparitions publiques, anticipant une vague de haine ou de critiques acerbes. En outre, les participant-es ont souligné le manque de soutien de la part des universités pour protéger les universitaires contre les attaques politiques, comme l'a fait remarquer Momo Regen, et la liberté académique en général.

## **6. La politique « anti-genre » complique les alliances et entrave les discussions complexes**

*La rhétorique hostile « anti-genre » complique le militantisme, favorise les divisions et entrave les discussions sérieuses au sein des communautés concernées.*

Les participant-es soulignent qu'un climat dans lequel l'opposition aux questions de genre et de diversité est de plus en plus prononcée complique l'activisme et les alliances, tandis que la poursuite de l'activisme exige des niveaux d'engagement plus élevés. Il a été suggéré que certain-es abandonnent complètement le militantisme, estimant que leurs efforts sont vains face à l'opposition, qu'ils considèrent comme plus forte, et que les personnes qui persistent pourraient avoir besoin de faire des pauses prolongées pour maintenir ce militantisme.

Les militant-es de certaines communautés, comme les communautés intersexes, se sentent particulièrement affecté-es. Comme le décrit Urs Vanessa, la lutte prolongée contre une hostilité omniprésente est frustrante, les progrès étant souvent perçus comme lents et insignifiants. Iels ont exprimé leur sentiment de découragement lorsqu'ils ont appris la décision du Parlement, l'hiver dernier, de rejeter un projet de loi visant à mieux protéger les enfants intersexués contre les opérations non consenties<sup>12</sup> :

Et si l'on est actif-ve dans la communauté et que l'on se bat pour ses droits, c'est une bataille extrêmement longue contre des moulins à vent.<sup>13</sup> C'est extrêmement frustrant. Avec de très, très, très, très petits pas en avant. C'est pour cette raison que de nombreuses personnes cessent de militer, parce que cela ne sert à rien, qu'est-ce que je peux faire, qu'elles sont plus fortes. Et les gens qui vont continuer, comme moi, souffrent aussi. Et ces deux dernières années [...] avant cela, je n'ai pas eu à le faire, j'ai dû prendre deux mois de congé par an ces deux dernières années pour pouvoir continuer.

Outre la fatigue et l'épuisement émotionnel des militant-es, il a également été remarqué que la peur des réactions négatives provoque des tensions au sein des cercles LGBTIQ+. Certaines personnes LGB prennent leurs distances avec les minorités trans et non binaires, craignant que le retour de bâton contre ces groupes ne s'étende à elleux. Comme l'a dit Jade, ce discours préconisant de « ne pas trop revendiquer » alimente une réticence à défendre fermement les droits, ce qui perpétue les divisions internes et affaiblit les efforts collectifs : « En fait, c'est une crainte. Comme les personnes transgenres sont davantage victimes, que si nous nous associons à elles, nous serons davantage victimes par extension ».

D'autres participant-es ont noté la présence de personnes LGB trans-exclusives dans certains cercles, et que leurs organisations étaient confrontées à des demandes d'exclusion des questions transgenres de leurs agendas. Dans le même ordre d'idées, SWIINT03 a souligné ce qu'elle considère comme un manque de soutien aux individus et aux collectifs transgenres de la part de groupes autrefois tout aussi marginalisés :

---

<sup>12</sup> Des informations sur la décision parlementaire concernant la motion "Améliorer le traitement des enfants nés avec une variation du développement sexuel (VDS)" sont disponibles à l'adresse suivante <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20233967>

<sup>13</sup> En allemand, "se battre contre des moulins à vent" est une expression utilisée pour décrire des combats interminables et peu gratifiants (puisque les moulins à vent continuent d'avancer malgré tous les efforts déployés).

Les gens ne veulent plus être associés aux problèmes et surtout les hommes gays qui ont beaucoup avancé. C'est vrai leur situation a beaucoup avancé, ils sont dans des situations un peu plus confortables, un peu plus intégrées à la société et c'est de moins en moins un problème en soi. On ne remet pas en cause le fait d'être homosexuel, mais c'est moins un souci par rapport au fait d'être une personne transgenre tu vois. Pour encore beaucoup c'est vu comme quelque chose de pas normal.

Un autre effet négatif du discours hostile « anti-genre » est qu'il simplifie souvent à l'extrême les sujets liés au genre, ce qui rend les discussions nuancées difficiles. Par exemple, S.N. déclare que des sujets tels que les regrets et la dysphorie post-transition sont difficiles à aborder au sein de la communauté trans par crainte d'alimenter les récits « anti-genre ».

Vous pouvez le regretter. Et ce n'est pas grave. [...] Il est certain que cela peut être très stressant. [...] C'est une émotion que nous pouvons bien gérer en société. Et nous ne pouvons même pas en parler. Encore une fois, cela sert cette théorie anti-genre ou l'idée que l'on peut forcer les personnes trans à prendre la bonne décision.

Dans le même ordre d'idées, l'accent mis sur la dimension corporelle du genre par les mouvements « anti-genre » empêche de discuter de l'interaction complexe de l'identité et de l'expression de genre, car ces discussions risquent d'être instrumentalisées par des groupes hostiles.

D'autres participant-es soulignent les divisions au sein du féminisme, qui sont devenues particulièrement évidentes dans le contexte de l'élaboration de la nouvelle loi sur l'égalité à Bâle. L'inclusion des questions LGBTIQ+ dans la nouvelle loi a déclenché de vives réactions dans certains segments du mouvement féministe – certain-es craignant une dilution des ressources financières et personnelles limitées pour des questions importantes, telles que l'égalité salariale, tandis que certains discours trans-exclusifs ont également été fortement mobilisés. Plusieurs participant-es indiquent que les tentatives de dialogue ont échoué dès le départ, la discussion s'étant rapidement polarisée. Toutefois, les discussions ultérieures au sein de la commission parlementaire ont été riches d'enseignements : il est apparu clairement qu'une discussion bien informée et différenciée, protégée de l'attention des médias par des règles de confidentialité, pouvait déboucher sur des résultats constructifs. Une des personnes interviewées en particulier a ajouté qu'il ne fallait pas partir du principe que les opposant-es partagent les mêmes connaissances que les soutiens et qu'il fallait faire preuve d'une volonté d'éducation.

## **7. Les participant-es ont mis en lumière l'impact de la désinformation dans les médias**

*L'impact de la désinformation et de la manipulation dans les médias a été un thème central de la recherche. Selon les participant-es, les médias, y compris les médias sociaux, sont l'un des principaux vecteurs de perpétuation de la rhétorique « anti-genre ».*

La désinformation et la manipulation dans les médias, en particulier les médias sociaux, sont devenues des questions centrales dans les discussions sur l'« anti-genre ». Les participant-es ont partagé leurs expériences personnelles, mettant en lumière les effets d'une couverture médiatique biaisée sur les communautés trans, intersexes et queer. Sacha a parlé de la responsabilité journalistique et de la transphobie. Elle a mis en évidence les problèmes qui se posent au sein du journalisme, citant des exemples de transphobie déguisée en « vérité ». Des participant-es ont été contrarié-es de voir que certain-es journalistes insistent pour révéler si une personne interviewée est cisgenre ou transgenre, quelle que soit sa pertinence par rapport au sujet traité à portée de main. Cette pratique, note Sacha, met en évidence une obsession néfaste pour l'identité de genre qui détourne l'attention du discours proprement dit.

Plusieurs participant·es parlent de la lutte contre la désinformation dans les médias comme d'un combat personnel. Marianne a réfléchi à l'omniprésence de la désinformation et à son impact sur les personnes les plus engagées. Elle a fait la remarque suivante :

Je réalise en moi-même que je dois continuer à me battre pour ne pas me laisser prendre par ce zeitgeist<sup>14</sup> afin de ne pas sombrer moi-même dans le doute. Et comme je connais beaucoup de personnes transgenres et leurs histoires, je peux me rassurer. Mais je comprends que les personnes qui n'ont pas d'expérience personnelle sur le sujet puissent ne pas être sûres de leurs opinions.

Elle a insisté sur la nécessité de rester vigilant·e face à cette tendance afin d'éviter de tomber dans le doute, en particulier pour les personnes qui n'ont pas de liens personnels avec la communauté transgenre.

Un·e autre participant·e, Urs Vanessa, parle de la mauvaise qualité de la couverture médiatique du point de vue d'une personne intersexuée. Sa contribution à un documentaire télévisé a été lourdement éditée, ce qui a suscité des critiques de la part de la communauté intersexe et exacerbé le manque de visibilité des personnes intersexes. De même, Marius exprime sa frustration quant au traitement médiatique de ses interventions – iel a fait remarquer qu'un montage rapide entraîne souvent des coupes importantes, ce qui modifie le message adressé.

Un autre exemple de manipulation des médias qui a été discuté concerne le département d'études de genre de Bâle, où un atelier sur les sex toys a fait l'objet d'un sensationnalisme de la part d'un journal local, ce qui a donné lieu à des plaintes de l'extrême droite concernant l'utilisation abusive de fonds publics et a obligé les femmes professeurs à justifier publiquement leur travail (Alex). Alex a remarqué comment un simple événement a été transformé en un type d'argument « anti-genre », sapant intentionnellement les études de genre pour « avoir utilisé l'argent des gens pour de telles choses ».

Un·e autre participant·e, Valentina, craint que la désinformation et la manipulation de l'opinion publique par des acteurs « anti-genre » ne nuisent davantage aux groupes vulnérables, en particulier aux demandeur·ses d'asile LGBTIQ+. Cette personne s'inquiète du fait qu'iels pourraient faire l'objet d'une surveillance plus stricte et d'un soutien réduit en raison de coupes budgétaires et de rhétoriques sexistes et racistes, alimentant l'insécurité économique au sein du public et faisant passer les demandeur·ses d'asile queer pour un fardeau financier.

## **8. Le lourd tribut de la couverture médiatique négative sur les discours et thématiques des activistes**

*En Suisse, les activistes sont confrontés à des défis de taille, car les récits « anti-genre » saturent les discussions publiques, ce qui les oblige à naviguer entre les informations erronées sur leurs sujets, et à répondre à ces informations erronées tout en continuant à s'occuper de leurs questions essentielles.*

La couverture négative de certains sujets impose un fardeau important aux militant·es de l'égalité en Suisse. Les participant·es ont observé que la rhétorique « anti-genre » sature les discussions sur des questions spécifiques telles que les identités trans et non-binaires, l'éducation sexuelle, le langage inclusif et le genre lui-même. Cette saturation épuise les ressources et l'énergie des militant·es, détournant l'attention d'autres questions importantes.

Les militant·es qui défendent l'éducation sexuelle à l'école sont particulièrement frustré·es par les conséquences de la rhétorique « anti-genre ». Iels doivent faire face à l'opposition de parents qui se disent

---

<sup>14</sup> Le *Zeitgeist* désigne le climat culturel, intellectuel et moral qui prévaut à une période donnée de l'histoire. Il englobe les idées, les croyances et les valeurs dominantes qui caractérisent et façonnent le paysage social et culturel de l'époque.

« préoccupés », à des interventions parlementaires<sup>15</sup> et à des actions de groupes hostiles à l'éducation sexuelle. Une participante de Suisse romande indique que ces efforts vont jusqu'à des actions en justice, telles qu'une récente action pénale pour « incitation des enfants à l'activité sexuelle » intentée contre des éducatrices en rapport avec une brochure d'éducation sexuelle (SWIINT09). Elle note que les poursuites ont finalement été abandonnées et que l'organisation a choisi de protéger les éducatrices visées en les tenant à l'écart des projecteurs et en gardant un profil bas sur la question.

En raison de l'attention accrue portée à l'éducation sexuelle dans les médias et le discours politique, les participant·es ont déclaré que les éducateur·rices et les organisations qui supervisent l'éducation sexuelle se sentent sous pression. Cette pression entraîne des inquiétudes quant à l'obtention de financements et pousse certain·es éducateur·ices à recourir à l'autocensure pour éviter les conflits. Par exemple, les éducateur·rices évitent souvent de mentionner des sujets tels que les « parties intimes », la masturbation et le sexe pour éviter les réactions négatives des groupes religieux et conservateurs. Comme l'explique SWIINT09 :

D'habitude, il y a deux thèmes, c'est ça. Il y a le côté où c'est inimaginable de parler entre guillemets de masturbation dans le cours d'éducation sexuelle [...]. Ça, c'est un point. Et le deuxième point, c'est tout ce qui se rapporte au genre. [...] Ces mouvements-là attaquent les deux thématiques de la même manière.

La personne interrogée a noté que l'opposition provient souvent de divers groupes religieux et conservateurs, ce qui donne lieu à des discours « anti-genre » hétérogènes.

SWIINT09, qui forme des professionnel·les aux questions LGBTQI+, note que l'opposition à l'éducation sexuelle apparaît fréquemment au cours de ses formations sur l'égalité des sexes destinées aux professionnel·les adultes. Il rencontre souvent des participant·es qui disent : « Je suis d'accord avec vous, mais je ne pense pas qu'il faille enseigner cela aux enfants. » En outre, les demandes de formation exigent parfois de diluer le sujet LGBTQI+ dans des thèmes plus larges, tels que la discrimination en général, afin de le rendre plus acceptable pour le public.

Le langage inclusif est une autre cible fréquente du discours « anti-genre ». La saturation de critiques a conduit certains organismes de financement à exiger son exclusion dans les propositions de projet. Abdurahman (SWIINT05) rapporte qu'un organisme de financement suisse a explicitement demandé aux candidat·es de ne pas utiliser de langage inclusif, invoquant des préoccupations de compréhensibilité et d'alignement sur la position de l'Académie française. Cette condition a été considérée comme discriminatoire et obstructive pour les propositions impliquant des minorités de genre, créant une incertitude sur la manière de procéder.

## **9. Les personnes transgenres et de la diversité de genre sont les plus vulnérables aux discours « anti-genre ».**

*La rhétorique « anti-genre » a un impact significatif sur les personnes trans, non binaires et de la diversité de genre, en conduisant à rendre les discours hostiles plus acceptables et à une peur et une urgence accrues concernant l'accès à des traitements d'affirmation de genre.*

Les participant·es soulignent que la couverture médiatique des questions transgenres est devenue de plus en plus négative depuis la pandémie, se concentrant sur la détransition et d'autres thèmes négatifs. Cette visibilité favorise les stéréotypes et les idées préconçues. Comme l'a fait remarquer S.N., l'un des participant·es :

---

<sup>15</sup> Veuillez consulter le [site https://theresistproject.eu/what-we-have-found/](https://theresistproject.eu/what-we-have-found/) pour voir les résultats de l'étude de cas RESIST pour la Suisse, y compris l'analyse des débats parlementaires.

Je pense que la visibilité accrue [...] présente l'avantage que davantage de personnes peuvent imaginer quelque chose sous le terme trans. L'inconvénient, c'est qu'il y a plus de stéréotypes et d'idées reçues, plus d'opinions préconçues. Ce n'est plus simplement « je te perçois tel que tu es et c'est juste bizarre », mais « tu vois, tu es trans et par conséquent tu es x, y, z ».

Les participant·es, en particulier lors du focus-groupe SWIFG2, critiquent les reportages sensationnalistes sur la détransition qui excluent souvent la contribution des spécialistes de la question, ce qui donne lieu à des opinions publiques mal informées. Le sensationnalisme, en tant que tactique, exploite les sujets polarisants en les vendant comme fiables à un public non informé.

Les discours médiatiques hostiles affectent matériellement la vie quotidienne et le bien-être des personnes transgenres. Une participante transgenre a raconté la charge émotionnelle des débats transphobes à la télévision, ce qui l'a amenée à consulter un psychologue. Elle a expliqué que la négativité des médias l'avait rendue plus prudente quant à la divulgation de son identité trans, la poussant à adopter une apparence cis pour éviter le danger, ce qui a ajouté de la tension à sa vie (SWIINT03). Elle a déclaré qu'elle avait l'habitude de croire qu'elle n'était pas affectée par de tels débats, et qu'il était important qu'elle prenne conscience de l'impact significatif que cela avait sur son bien-être émotionnel.

Même les personnes qui n'ont pas subi d'attaques directes font état d'un sentiment omniprésent d'insécurité et d'inquiétude face à d'éventuelles rencontres transphobes. Cette « charge mentale communautaire » affecte le bien-être général des personnes transgenres.

Plusieurs participant·es ont également abordé les pressions internes à la communauté, en tant qu'effet de « l'anti-genre ». Par exemple, un militant transgenre a fait remarquer que les discours négatifs poussent la communauté transgenre à correspondre à des identités spécifiques, ce qui provoque des divisions entre les membres « visibles » et « moins visibles ». Cette division conduit parfois à une « romantisation de la marginalisation » (Romantisierung der Marginalisierung) - où les personnes qui effectuent une transition médicale complète sont critiquées comme étant complices du système, bien qu'elles aient le droit de faire leurs propres choix. Selon les termes de S.N. :

Et je pense que cela [« l'anti-genre »] a une grande influence sur le fait que vous devez à nouveau entrer dans une boîte au sein de la communauté transgenre [...] Je pense que cela entraîne des tensions. [...] Qui est visible alors ? Êtes-vous visible et souffrez-vous donc ouvertement de ce débat anti-genre, ou peut-être avez-vous un bon passing [...] et vous n'en souffrez pas.

Les participant·es observent que les discours hostiles sont devenus plus acceptables. Comme l'a souligné Alex, alors que certaines remarques sexistes sont moins tolérées, les attaques contre les personnes transgenres sont devenues courantes, en particulier de la part des politicien·nes d'extrême droite et des médias. Les récits déshumanisants à l'encontre des personnes transgenres sont désormais plus « dicibles », selon ses termes, ce qui reflète un changement troublant dans les attitudes de la société.

Les participant·es soulignent également que le sentiment d'urgence par rapport aux soins d'affirmation de genre était un autre effet négatif de « l'anti-genre ». Le climat « anti-genre » a renforcé la crainte des personnes transgenres de perdre l'accès aux soins d'affirmation de genre, ce qui a entraîné une augmentation du stress et de l'urgence de subir des procédures médicales avant qu'elles ne deviennent potentiellement inaccessibles. Valentina, qui fournit du conseil social aux personnes LGBTQ+, a remarqué que certaines personnes transgenres se sentent obligées d'agir rapidement, craignant que les soins d'affirmation de genre ne soient bientôt restreints ou ne soient plus remboursés par le système d'assurance-maladie.

Parallèlement, Marianne fait remarquer qu'un changement d'attitude était perceptible parmi les professionnel·les travaillant avec les jeunes, en particulier dans les écoles et les services sociaux.

L'homosexualité est aujourd'hui un sujet important, mais la récente couverture médiatique négative concernant les soins d'affirmation de genre a entraîné une insécurité accrue quant à l'approche professionnelle à adopter à l'égard des jeunes transgenres et non binaires, en particulier chez les psychologues. Elle a observé une évolution de l'acceptation directe vers le scepticisme, avec de fréquentes plaintes concernant le manque d'implication des parents.

## **10. Naviguer dans les hostilités : stratégies des militant·es pour l'égalité**

*Face à des hostilités croissantes, les militant·es de l'égalité en Suisse emploient diverses stratégies pour relever les défis personnels et professionnels. Leurs approches mettent l'accent sur la collaboration, la formation de coalitions et les réponses pragmatiques à l'opposition.*

Les participant·es ont souligné l'importance de la solidarité communautaire comme réponse cruciale à un climat hostile. Cette solidarité est particulièrement vitale pour les petits groupes tels que les organisations intersexes. Un soutien unifié lors des interventions dans les médias est essentiel (Urs Vanessa). Un·e autre participant·e a souligné le rôle des efforts collectifs sur les médias sociaux pour éviter le ciblage individuel, protégeant ainsi les membres et maintenant un front uni (SWIINT06).

Pour influencer les résultats législatifs, il est essentiel de forger des alliances politiques avec des politicien·nes favorables à ces enjeux. Les participant·es ont cité des exemples à Genève, où des alliances ont réussi à s'opposer à des propositions visant à révoquer les lois sur l'égalité ou à restreindre les soins de santé pour les jeunes transgenres. Un·e participant·e a noté que la rhétorique « anti-genre » de certain·es politicien·es est souvent stratégique plutôt que sincère, ce qui suggère qu'il est possible de jeter des ponts même avec les partis conservateurs (SWIINT06).

La sensibilisation et la démythification des questions anti-woke et anti-trans ont été considérées comme des stratégies efficaces. Les plateformes publiques telles que les festivals ont été préférées aux discussions individuelles (SWIFG4). Un participant travaillant sur le masculinisme a souligné l'importance de former les hommes hétérosexuels cisgenres, en particulier ceux qui occupent des postes influents, à développer de l'empathie et à soutenir les questions de genre (Gilles). Favoriser le dialogue entre les générations peut permettre de rapprocher les points de vue. Une participante a fait part d'un échange productif avec une féministe plus âgée qui avait initialement des préjugés à l'égard des personnes transgenres, mais qui a fini par reconsidérer son point de vue (Luna).

Malgré les risques liés à leur utilisation, les médias sociaux sont considérés comme essentiels pour l'éducation et le soutien. Un·e participant·e publie régulièrement des messages sur les questions trans, expliquant les concepts et répondant aux préoccupations de la communauté trans et de leurs familles. Lorsque certaines femmes cis se sont senties exclues par les termes utilisés dans les discussions sur les grossesses trans (Gebährende), cet·te participant·e a expliqué l'importance d'un langage inclusif, soulignant que ces termes ne sont pas exclusifs mais inclusifs de toutes les personnes qui portent des enfants (Tani).

Plusieurs participant·es ont proposé de repenser ou de se réapproprier des termes tels que « genre » pour contrer les connotations négatives. Iels ont suggéré d'articuler le discours autour des droits humains, en mettant l'accent sur le principe de « laisser les gens vivre ». L'objectif est de doter les gens des connaissances et du langage nécessaires pour soutenir les décisions en matière de droits humains (S.N.).

Pour protéger la santé mentale, les participant·es ont souligné l'importance de maintenir des limites entre la vie publique et la vie privée. Une des personnes a insisté sur la nécessité de disposer de lignes directrices professionnelles pour protéger les informations personnelles et le bien-être émotionnel face à l'hostilité. Elle

évite de communiquer ses coordonnées personnelles et sépare sa vie privée de son travail, entourée de personnes qui la soutiennent (SWIINT09).

Les participant·es ont suggéré de rechercher des contextes culturels qui envisagent le genre de manière plus fluide et le relient à d'autres inégalités sociales telles que le racisme, la discrimination fondée sur la capacité physique et la discrimination fondée sur la classe sociale. Par exemple, la scène ballroom et les traditions du judaïsme et des cultures amérindiennes offrent des perspectives intéressantes sur l'identité de genre (S.N. ; Tani).

Malgré les défis, les participant·es ont souligné l'importance de ne pas se laisser marginaliser par le mouvement « anti-genre ». La poursuite de leur travail, en particulier au niveau politique, et la garantie d'un soutien large ont été jugées cruciales. Iels ont insisté sur la nécessité de rester factuel·les et de contrer objectivement les arguments, considérant l'information et l'éducation comme des stratégies clés, même face à une opposition constante (Urs Vanessa ; Tani ; Mo). Comme l'a dit Urs Vanessa :

La question est toujours de savoir quelle force nous laissons prendre à ce mouvement et quand nous commençons à le contrer avec des arguments factuels [...] Ce mouvement n'est pas fondé. La plupart des gens sont simplement contre parce qu'ils sont contre. [...] Ensuite, ils commencent à présenter des arguments et vous devez réfuter chacun d'entre eux, en utilisant vos connaissances, de manière factuelle et solide.

Au travers de ces discussions, il devient évident que les militant·es de l'égalité en Suisse emploient une variété de stratégies pour naviguer dans les hostilités. En renforçant la solidarité, en formant des alliances politiques et en maintenant des limites personnelles, iels continuent à défendre l'égalité des sexes et les droits humains au milieu d'une opposition croissante.

## **Conclusion**

Les participant·es ont fourni des comptes-rendus détaillés de rencontres multiformes et omniprésentes avec la politique « anti-genre ». En général, la politique « anti-genre » est associée au populisme de droite – qui « recycle » des discours circulant à l'échelle transnationale – et considérée comme une opposition générale aux questions progressistes s'étendant au-delà de l'extrême droite, par exemple avec les féministes trans-exclusives. D'une manière générale, les participant·es interrogé·es dans ce projet suggèrent que la rhétorique « anti-genre », bien qu'elle soit surtout présente dans les médias et la politique, s'infiltré dans la vie quotidienne, entraînant des confrontations et des agressions inattendues.

Les participant·es font état de craintes accrues concernant la sécurité physique lors d'événements publics, tels que les marches des fiertés, certaines organisations queer discutant même de protocoles d'urgence en cas de violence. Le harcèlement en ligne et hors ligne, y compris les messages de haine, est courant. La plupart des participant·es reçoivent des messages haineux sur leurs comptes professionnels et personnels, et la crainte que la haine en ligne ne se transforme en violence dans le monde physique est largement répandue.

Il a été souligné que la politique « anti-genre » en Suisse se concentre souvent sur des sujets tels que les questions trans et non-binaires, l'éducation sexuelle et le langage inclusif. Cela met la pression sur les militant·es de l'égalité et expose certains groupes à des risques accrus. Les personnes transgenres et de la diversité de genre sont particulièrement exposées à un risque accru de violence physique. En réaction, certain·es participant·es se sentent poussé·es à adopter des apparences cisgenres pour réduire le risque de rencontres transphobes. La crainte de perdre l'accès aux soins médicaux en raison d'éventuels changements de politique est également présente, ce qui crée un sentiment d'urgence pour certain·es, qui préfèrent passer par des procédures médicales avant qu'elles ne soient restreintes ou financièrement inaccessibles.

Des discours hostiles se sont infiltrés dans les milieux professionnels, provoquant des tensions au sein des cercles LGBTIQ+ et entravant les discussions complexes sur les sujets liés au genre. L'exposition continue à des environnements hostiles et la nécessité d'y naviguer ont eu un impact sur la santé mentale des militant·es pour l'égalité, entraînant une augmentation de l'anxiété et du stress. De nombreux·ses militant·es ont fait état d'un sentiment d'épuisement dû à la nature incessante de leur travail et à l'opposition constante, ainsi qu'à la nécessité de faire des pauses pour continuer à travailler. Pour éviter l'hostilité, de nombreuses personnes ont recours à l'autocensure, évitant certains sujets ou certaines expressions de leur identité en public et dans des contextes professionnels.

Les stratégies de résistance efficaces contre la rhétorique « anti-genre » comprennent la formation d'alliances politiques, le développement d'amitiés et de collaborations au sein des communautés, l'éducation, le réexamen de concepts clés tels que celui de « genre » et leur impact sur les efforts de plaidoyer, la recherche de contextes culturels favorables et la priorité donnée aux soins personnels et aux espaces sûrs.

## Profil des participant·es

Nous avons demandé aux 31 participant·es de remplir un formulaire démographique volontaire avec des zones de texte ouvertes pour chaque variable. 26 participant·es ont rempli leur formulaire démographique volontaire, tandis que les questions ont été posées directement à 5 autres participant·es au cours des entretiens. Pour garantir des perspectives variées, nous avons cherché à recruter des participant·es d'origines diverses. Voici quelques caractéristiques clés de l'échantillon suisse.

En outre, il convient de mentionner que de nombreux·ses participant·es sont professionnellement ou bénévolement engagé·es autour des questions liées au genre, notamment dans l'activisme, le monde universitaire, les organismes publics de promotion de l'égalité, la santé et l'éducation sexuelles, la politique, la défense du travail du sexe, le conseil, l'activisme trans, le conseil queer/LGBTIQ+, la lutte contre le racisme, le drag, l'activisme en ligne, le journalisme et les médias. Cette orientation professionnelle a souvent façonné leurs récits, nombre d'entre eux évoquant leurs expériences professionnelles plus que leurs expériences personnelles. Malgré les efforts déployés, certains groupes sont notablement absents de l'échantillon, comme les réfugié·es queers et les personnes musulmanes. Par conséquent, les données ne permettent pas de comprendre comment ces groupes sont spécifiquement affectés par les politiques « anti-genre », bien qu'ils en soient régulièrement la cible.

Caractéristique	Nombre de réponses	Composition de l'échantillon
<b>Groupes d'âge</b>	31	La plupart des participant·es qui ont indiqué leur âge ont entre 25 et 34 ans (10) ou entre 35 et 49 ans (9), trois se situent entre 50 et 64 ans, deux ont plus de 65 ans et 1 a moins de 24 ans. L'âge exact a rarement été indiqué, de sorte qu'il n'est pas possible de calculer une moyenne d'âge précise, mais celle-ci se situerait entre 30 et 40 ans.
<b>Genre</b>	31	Les participant·es comprennent 11 personnes non binaires et trans (dont 1 s'identifiant comme two-spirit et 1 comme queer), 13 femmes cis, 6 hommes cis, 1 personne intersexuée.
<b>Orientation/identité sexuelle</b>	30	Parmi les hommes cis, cinq s'identifient comme homosexuels et un est un homme cis hétérosexuel. Parmi les femmes cis, quatre s'identifient comme lesbiennes, trois comme bi/pan et les autres comme hétéro (5). Les personnes non binaires et trans ont indiqué un large éventail d'orientations sexuelles (pan, gay, hétéro, queer, etc.).
<b>Pays d'origine</b>	29	La plupart des participant·es n'ont indiqué que la Suisse comme pays d'origine (18), tandis que quatre ont indiqué la Suisse et des pays voisins (deux l'Italie, deux l'Allemagne). Trois participant·es ont indiqué la Suisse et d'autres lieux (une Europe de l'Est, une Inde et une Kenya/Somalie). La France (1), l'Allemagne (1), le Portugal

		(1) et l'Italie (1) ont également été mentionnés comme origines.
<b>Pays de résidence / statut juridique</b>	30	L'ensemble des participant-es ont indiqué la Suisse comme lieu de résidence. La plupart des participant-es possèdent un passeport suisse ou européen et tous-tes résident légalement en Suisse.
<b>Identité raciale / ethnique</b>	26	En termes d'identité raciale/ethnique, la plupart des participant-es se décrivent comme blanc-hes (18), tandis que quatre autres ont indiqué être d'origine suisse/allemande/d'Europe centrale.  L'échantillon reflète également la diversité raciale et ethnique, avec notamment quatre participant-es qui s'identifient comme des personnes racisées.
<b>Identité nationale</b>	26	L'identité nationale n'était pas une catégorie claire pour la plupart des participant-es et les personnes qui l'ont remplie ont donné la même réponse que pour leurs origines ou leur identité raciale/ethnique.
<b>Niveau d'études</b>	30	La grande majorité des participant-es ont indiqué avoir suivi un enseignement tertiaire, 27 mentionnant avoir fréquenté l'université (dont six titulaires d'un doctorat, 10 avec un master, cinq avec une licence, 6 avec une expérience universitaire non définie).  1 personne a fréquenté une école d'art, 1 autre a indiqué avoir fait des études secondaires et 1 autre n'a pas de diplôme d'éducation formelle.
<b>Religion</b>	18	L'appartenance religieuse était rare, la plupart des participant-es se déclarant athées, agnostiques ou sans religion ou ne précisant aucune appartenance religieuse. Une personne a indiqué des racines juives, tandis que d'autres se sont identifiées à des églises catholiques (4) ou protestantes (3), bien qu'environ la moitié d'entre elles aient indiqué qu'elles n'étaient « pas pratiquantes ».
<b>Classe sociale</b>	22	La plupart des participant-es ont indiqué la classe moyenne (13), la classe moyenne supérieure (5) ou la classe moyenne inférieure (3), un seul participant ayant indiqué la classe supérieure. Le reste des participant-es (8) ont laissé le champ vide.
<b>Handicap/maladie chronique</b>	30	La plupart des participant-es (23) ont déclaré ne souffrir d'aucun handicap ni d'aucune maladie chronique. 7 ont mentionné des maladies chroniques, mais peu de détails ont été fournis.

<b>Espace de résidence</b>	25	La plupart des participant·es vivent dans une grande ville (11) ou une ville de taille moyenne (8); cependant, la qualification exacte des villes suisses reste floue et de nombreux·ses participant·es n'étaient pas sûr·es d'appartenir à l'une ou l'autre catégorie. D'autres participant·es viennent de petites villes (1), de villages (5) et de zones rurales (1). De nombreux·ses participant·es issu·es de petites localités sont toutefois actif·ves professionnellement dans les villes.
<b>Autres précisions</b>	2	Deux participant·es ont indiqué que le fait d'être gros·ses était un aspect important.

*Tableau 1 : Profils des répondant·es en Suisse*